



## 16ème législature

<b>Question N° : 18332</b>	<b>De M. Vincent Rolland ( Les Républicains - Savoie )</b>	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé &gt; Logement</b>		<b>Ministère attributaire &gt; Logement</b>
<b>Rubrique &gt;logement</b>	<b>Tête d'analyse</b> >Situation immobilière tendue dans la région Auvergne-Rhône-Alpes	<b>Analyse &gt; Situation immobilière tendue dans la région Auvergne-Rhône-Alpes.</b>
Question publiée au JO le : <b>04/06/2024</b> Question retirée le : <b>11/06/2024</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

M. Vincent Rolland interpelle M. le ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement, sur la situation immobilière tendue que connaît tout particulièrement la région Auvergne-Rhône-Alpes et les pays de Savoie. À l'heure où le pouvoir d'achat immobilier a baissé de près de 30 % en dix ans, une nouvelle perspective bien plus sombre vient s'ajouter à la situation actuelle. En effet, selon une étude prospective de l'Insee, d'ici 2050, en Auvergne-Rhône-Alpes, les ménages auront augmenté de près de 700 000 (693 000) dans la région, soit une hausse de près de 22 000 chaque année, portant le nombre d'habitants de la région à 8,7 millions pour 4,7 millions de ménages ; c'est une croissance nettement supérieure à la moyenne en France métropolitaine que connaîtra la région. Plus d'habitants, cela suppose une hausse considérable de la demande de logements. Avec une spécificité qui vient par ailleurs s'ajouter à ce constat : les ménages seront de plus en plus composés de « personnes seules » - familles monoparentales comme seniors. Ainsi, pour des territoires savoyards, ce sont près de 50 % des personnes âgées de 85 ans ou plus qui vivront seules. Or le manque de moyens ne correspond déjà pas aux besoins urgents actuels, notamment concernant le manque de petites surfaces (résidences étudiantes, logements sociaux). Ainsi, il lui demande de clarifier la réponse du Gouvernement quant aux besoins urgents et croissants de l'immobilier notamment en Auvergne-Rhône-Alpes ; et de développer la stratégie gouvernementale pour garantir à toutes les familles un logement accessible à l'horizon 2050.